

dfi analyse

Encore six mois d'ici aux élections européennes – page 1

dfi information

Europa wählt – Deutsch-Französische Perspektiven im Wahlkampf – page 4

Frankreich-Bibliothek : toutes les données disponibles sur une seule interface – page 5

« Les viticulteurs ont pu revenir les premiers... » – page 6

Quinzaine Franco-Allemande en Occitanie – page 7

La France et l'UE en 2035 – page 8

Documentation en ligne des sommets franco-allemands 1963 - 2003 – page 9

Etude sur les programmes de l'OFAJ encourageant la mobilité des jeunes – page 9

Besuch des Sparkassenverbandes im dfi – page 10

C'est reparti pour de nouveaux projets internationaux ! – page 10

dfi service

Deux présentations de livres en octobre et novembre au dfi – page 11

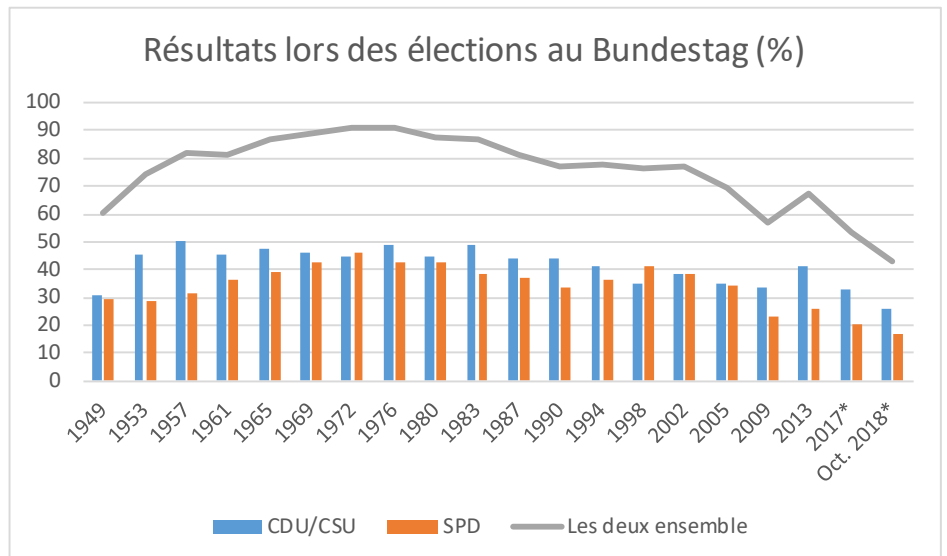
Semaine de la transition énergétique : des actions récompensées – page 12

L'UFA a apporté son soutien à l'école d'été BMW « Intelligent Cars on Digital Roads » – page 12

Quinzaine franco-allemande en Occitanie – page 12

Si vous souhaitez vous désabonner de notre lettre, veuillez cliquer sur ce lien :
▶ http://www.dfi.de/storno_fr

Encore six mois d'ici aux élections européennes Où en sont l'Allemagne et la France ?



Source : Propres calculs. Les chiffres proviennent du site web <https://www.wahlrecht.de>.

*Emnid, Sonntagsfrage du 13 octobre 2018

dfi analyse Il suffit de jeter un œil tant sur la France que sur l'Allemagne pour confirmer le pressentiment que les élections européennes vont se dérouler dans un contexte difficile et être fortement affectées par les événements de politique intérieure. L'analyse qui suit aborde dans une perspective comparative les évolutions du climat politique et les priorités en matière de réformes dans chacun des deux pays, et pose la question de savoir quelles options se dessinent pour la campagne des européennes.

Climat politique : les gouvernements au creux de la vague dans les sondages

Des deux côtés du Rhin, les gouvernements sont au plus bas dans les sondages, même si les raisons en sont différentes. En France, la popularité du président de la République a atteint ces derniers temps son point le plus bas dans les sondages. En septembre, 71 % des Français estimaient qu'Emmanuel Macron ne faisait pas un bon président.¹ En Allemagne, les cotes de popularité recueillies par les partis au gouvernement ces derniers mois ont chuté à un niveau historiquement bas. Aujourd'hui, la CDU/CSU et le

SPD, qualifiés de Volksparteien car ils rassemblaient autrefois une large majorité des voix – en 2005, c'était encore près de 70 % – n'auraient plus à eux deux la majorité.² Tandis que le constat pour la France semble être plus dramatique que la situation ne l'est en réalité, il donne lieu de réfléchir quant à l'Allemagne à ce qui a occasionné ce changement d'équilibre dans le système des partis.

D'une part, il convient de noter que si la cote de popularité d'Emmanuel Macron est en chute libre, le cas n'est pas exceptionnel puisque chacun des présidents français a déjà dû au cours de son mandat faire face à une telle baisse. Mais se rétablir complètement de cette mauvaise passe n'est possible que dans des circonstances particulières. La cote de popularité de Macron coïncide avec celle de ses prédécesseurs après un an passé au pouvoir.³ La chute dans les sondages à laquelle sont exposés les présidents français est aussi à mettre en relation avec le système électoral qui implique une forte personnalisation des candidats à la présidence de la République. Ces derniers sont prêts à se présenter comme l'« incarnation de la nation ».

Suite de la page 1

D'autre part, les résultats des sondages reflètent le mécontentement de nombreux Français touchés par certaines des réformes (comme par exemple la baisse de l'aide personnalisée au logement). A cela viennent s'ajouter les difficultés politiques auxquelles le président Macron doit faire face. L'affaire Benalla a fait beaucoup de vagues puisqu'elle a conduit à s'interroger sur les attributions de celui qui était de facto son garde du corps, sur le fait qu'il ait outrepassé son domaine de compétence et sur d'éventuelles tentatives de dissimuler des preuves compromettantes. A cela s'ajoute le départ de plusieurs ministres en l'espace de quelques semaines. Nicolas Hulot, écologiste unanimement apprécié, ne se voyait plus d'un point de vue moral apte à assumer l'orientation que prenait la politique environnementale du gouvernement. Peu après, le retrait anticipé de Gérard Collomb, homme politique d'expérience proche de Macron, de son poste de ministre de l'Intérieur a conduit à un remaniement ministériel.

En Allemagne, outre la lassitude que suscite la grande coalition, les changements dans l'équilibre des partis sont aussi dus au fait que l'AfD (Alternative für Deutschland), un parti populiste de droite qui agit en partie de façon ouvertement raciste et révisionniste, s'est ancré dans le paysage politique allemand. Depuis 2014, ce parti a réussi à chaque élection – régionale et nationale – à prendre place au parlement. Actuellement, il arrive dans certains sondages menés à l'échelle nationale à la seconde place, devant le SPD. Avec les élections en Bavière et en Hesse, il y aura des députés de l'AfD au parlement de tous les Länder, ce qui n'est pas le cas des Verts ni des libéraux du FDP ni encore du parti de gauche die Linke.

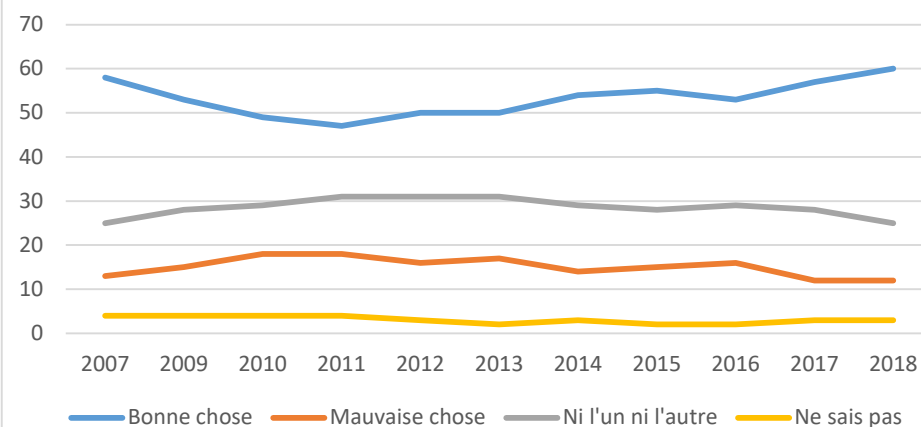
L'enracinement d'une sixième force politique dans le système allemand des partis, en soi très stable, va aussi compliquer à l'avenir la formation des gouvernements. De nombreuses alliances à deux ne sont plus possibles d'un point de vue comptable pour obtenir une majorité, tandis que les alliances à trois paraissent souvent difficiles à conclure d'un point de vue idéologique, même si elles ne sont pas impossibles. Tout cela déstabilise les partis établis, au premier rang desquels le SPD et la CDU/CSU, et soulève des questions fondamentales sur la stratégie à mener pour remédier à la fuite des électeurs.

La stratégie de la CSU consistant à stopper la croissance de l'AfD par une ligne dure sur les questions d'immigration n'a pas fonctionné. Lors des élections au Landtag le 14 octobre, la CSU, parti bavarois quasiment frère de la CDU, a obtenu son deuxième plus mauvais score électoral et a perdu la majorité absolue, avec laquelle elle a gouverné la Bavière seule la plupart du temps depuis les années 60. Le SPD espère quant à lui marquer



La chancelière Angela Merkel accueillant le Président de la République française Emmanuel Macron avec des honneurs militaires. Source : Bilderdienst Bundesregierung.

Jugement de l'appartenance du propre pays à l'UE



Source : Eurobaromètre, propre présentation.

des points auprès des électeurs en jouant le rôle de partenaire raisonnable au sein du gouvernement fédéral, mais il a du mal à tenir sa promesse de renouvellement et à opérer des changements de programme et de têtes au pouvoir.

Réformes : des axes divergents

Si l'on compare les agendas de réforme en Allemagne et en France durant l'année qui a suivi les élections, on est frappé non seulement par leur différence d'envergure mais aussi par leur orientation en partie divergente. Tandis que le gouvernement fédéral allemand mise sur un agenda social, en France ce sont les mesures pour renforcer la compétitivité qui sont privilégiées, mais sans pour autant perdre de vue leurs effets sur le

plan social. Ces différences dans le choix des priorités s'expliquent avant tout par les dynamiques de développement divergentes des années passées et peuvent tout à fait nourrir la coopération dans les questions économiques (et monétaires).

En Allemagne, non seulement il a fallu six mois pour former le gouvernement, mais encore la cohérence du travail du gouvernement a, par la suite, été entravée par des dissensions au sein du gouvernement et par des débats sur le personnel.⁴ Malgré cela, le gouvernement est parvenu à mettre en route depuis six mois quelques mesures qui traduisent surtout un objectif principal : démontrer aux catégories de population les plus

Lire la suite à la page 3

Suite de la page 2

larges possible – retraités, personnes dépendantes, mères, jeunes parents, salariés – que leurs préoccupations ont été entendues et aller contre l'idée reçue largement répandue que tout est subordonné aux questions des réfugiés, de la migration et de l'intégration.

Jusqu'ici, l'agenda du gouvernement fédéral a été fortement marqué par des thèmes sociaux qui s'inscrivent sur ces thématiques de fond. Outre une série d'améliorations concernant les retraites des mères, des préretraités et des personnes à bas revenus, il comporte un programme immédiat pour les métiers du soin avec la création de 13.000 nouveaux postes et une offensive concernant le secteur du logement (entre autres une enveloppe de 5 milliards destinée à la construction de logements sociaux et l'objectif de créer 1,5 millions de nouveaux logements).

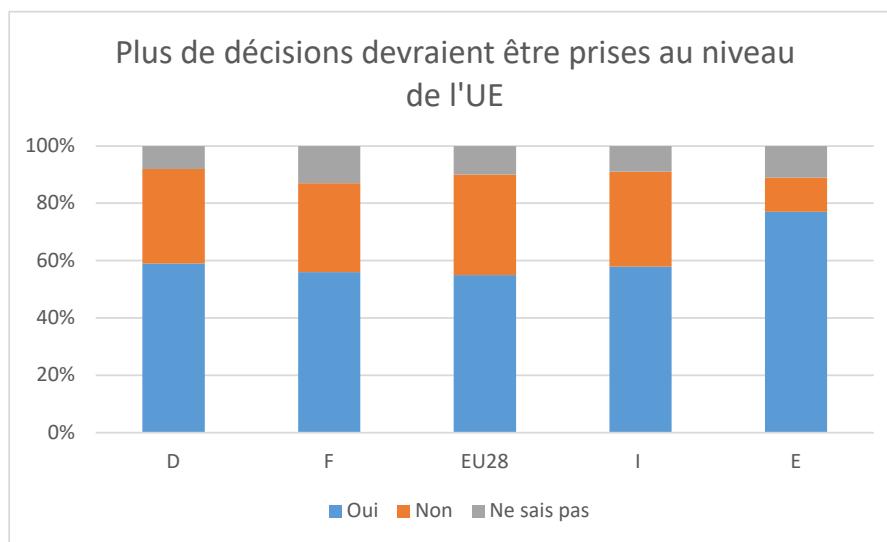
Salariés et retraités bénéficient d'allègements de charges à hauteur de 6,9 milliards d'euros grâce à une participation plus forte des employeurs aux contributions additionnelles aux caisses d'assurance maladie, et la contribution à l'assurance chômage est abaissée (de 0,5 points de pourcentage en 2019-2022, et de 0,4 par la suite). En outre,

un droit de retour au temps complet quand on a travaillé à temps partiel doit être instauré et le marché de l'emploi social doit être renforcé par des subventions salariales, qui concerneront jusqu'à 150.000 chômeurs de longue durée. Les allocations familiales vont augmenter en deux étapes de 25 euros par mois d'ici 2021 et une aide financière a été instituée pour faciliter l'accès à la propriété des familles ayant des enfants à charge (jusqu'à 12.000 euros par enfant). Par ailleurs, l'État fédéral a débloqué davantage de moyens pour équiper les écoles en numérique (jusqu'à 5 milliards) et pour développer le nombre de places en crèche (3,5 milliards supplémentaires durant la législature).⁵ On ne peut donc en aucun cas reprocher au gouvernement de ne pas avoir agi, même si beaucoup de ces mesures sont passées inaperçues du grand public, estompées par les multiples querelles.

En France, la première année du nouveau gouvernement s'est surtout caractérisée par un rythme de réformes extrêmement élevé, qui a mené toute la machinerie de la législation à la limite de ses capacités. Plusieurs paquets législatifs impor-

tants ont été lancés en parallèle et sont en partie déjà adoptés. Parmi eux on compte ainsi une réforme du marché de l'emploi, un paquet législatif sur la réforme de l'assurance chômage, de la formation professionnelle continue et de la formation en alternance, ainsi qu'une réforme de la SNCF.⁶ Actuellement, un paquet de mesures concernant les PME est voté tandis qu'une grande réforme des retraites ainsi qu'une réforme du système de santé sont en préparation.

Nombre de ces mesures doivent contribuer à renforcer la compétitivité de la France, à diminuer les dépenses et à consolider les recettes publiques grâce à une économie plus dynamique. Cette politique s'accompagne, du moins en partie,



Source : Eurobaromètre 89.2, propre présentation

de coupes budgétaires dans le domaine social (entre autres touchant les retraites, les allocations logement et les allocations chômage). En même temps, le président est conscient des risques qu'il encourt à mener une politique de réforme perçue comme étant trop libérale. C'est pourquoi il recherche l'équilibre. L'une de ses premières mesures après les élections a, par exemple, consisté à renforcer le nombre d'enseignants dans les écoles situées dans les quartiers difficiles afin d'améliorer les chances éducatives des jeunes qui y résident.⁷ Un plan de lutte contre la pauvreté a récemment suivi.

Élections européennes : stratégies et questions ouvertes

Qu'impliquent toutes ces évolutions pour la campagne électorale des européennes ? Pour l'Allemagne, les élections en Bavière et en Hesse ont constitué jusqu'à présent l'unique horizon politique, du point de vue temporel. Si l'on excepte l'agitation de courte durée suscitée par la candidature de Manfred Weber à la fonction de candi-

dat à la tête du Parti populaire européen (PPE) – et, lié à cela, le fait que Merkel ait renoncé à appuyer une candidature allemande à la présidence de la Banque centrale européenne – les élections européennes n'ont pas encore fait leur entrée dans le débat public en Allemagne. Cela pourrait changer avec la nomination de la ministre de la Justice Katarina Barley comme tête de liste du SPD aux européennes.

Il en va autrement en France, où l'on s'affaire aux préparatifs tant des programmes que des candidats – en raison notamment du fait que ces élections constituent le premier grand test électoral pour Emmanuel Macron depuis les élections présidentielles et législatives de 2017. La recherche

des têtes de liste bat son plein, et le Parti socialiste a déjà présenté à la mi-septembre ses lignes directrices pour les européennes. Marine Le Pen en est, elle aussi, à l'échauffement et se cherche des alliés en Europe.⁸

Depuis longtemps déjà, la question est de savoir comment Emmanuel Macron se positionne avec son mouvement politique, qui sera l'un des partis nationaux les plus puissants dans le nouveau parlement. Il a échoué

dans sa tentative de transférer dans une liste transnationale les sièges devenus vacants en raison du Brexit. Rallier l'un des groupes parlementaires existants, sur lequel il exercera en amont peu d'influence, ne constituera certainement pour lui qu'une option de secours. Il est cependant toujours possible qu'il parvienne à trouver le soutien nécessaire dans au moins sept pays, afin de présenter une liste avec une alliance progressiste pro-européenne nouvellement constituée.

Une toute autre question est de savoir si une telle évolution sera bénéfique à la campagne électorale européenne. A l'heure actuelle, une fracture des groupements de partis européens pourrait plutôt mener à une nouvelle polarisation entre partisans et adversaires de l'UE, ce qui se ferait au détriment du débat sur le contenu. Il existerait alors le risque que l'élection se transforme en un plébiscite pour ou contre le processus d'intégration européenne, ce qui placerait de nombreuses personnes devant un choix qui ne reflèterait qu'imparfaitement leurs convictions.

Lire la suite à la page 4

Suite de la page 3

Les relevés du baromètre européen attestent qu'une majorité de citoyens de l'UE approuve le processus d'intégration européenne. Dans l'ensemble, environ deux tiers d'entre eux sont d'avis que leur pays profite du fait d'appartenir à l'UE. A moyen terme, même la crise de la zone euro n'a en rien modifié cette opinion. En même temps, l'insatisfaction des individus face à la situation actuelle en Europe (comme dans leur propre pays) est forte. Il serait par conséquent souhaitable que la campagne pour les européennes permette de discuter différentes options et conceptions du processus d'intégration européenne. Cela concernerait aussi bien d'une part l'opposition entre la tendance sociale et la vocation protectrice de l'UE et la tendance économiquement libérale et orientée sur le marché, que d'autre part différentes options sur le partage des responsabilités et des compétences entre les niveaux nationaux et supranationaux.

Un tel débat portant sur le programme est d'autant plus important que l'on peut s'attendre à ce que les partis nationalistes-populistes soient davantage représentés dans le prochain parlement européen. En même temps, il convient d'observer que les partis populistes établis tels que le Rassemblement National (l'ex-FN) renoncent à des positions radicales comme la sortie de l'euro, qui effraient de nombreux électeurs. Sur le plan rhétorique également, ils ne dépendent plus autant qu'avant d'un discours polémique. Alors que Marine Le Pen parlait encore en 2014 de mettre à bas l'UE, il était récemment question, lors de sa rencontre avec Matteo Salvini à Rome, de croissance et de perspectives sociales dans le cadre de l'Europe des nations.

Le charme de la tentation populiste peut-il cesser d'opérer ? D'un côté, le succès des mouvements populistes comme de ceux plus modérés montre



Le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker en discussion avec l'Eurodéputé Manfred Weber, candidat au poste de Président de la Commission Européenne. Source : flickr.

le pouvoir mobilisateur que recèle un discours reposant sur l'affectivité et une offre politique à laquelle les électeurs s'identifient positivement et à travers laquelle ils se sentent représentés. D'un autre côté, la confrontation entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour des élections présidentielles a montré clairement que la confrontation concrète portant sur des questions de contenu et empêchant de se cacher derrière des mots creux permet de démasquer l'imposture des promesses simplistes et impossibles à tenir. Plus encore, elle fait percevoir les risques politiques comme économiques que ces promesses engendrent. La polarisation peut certes mobiliser l'électorat mais elle peut aussi le diviser. Les démocraties doivent apprendre à gérer de manière productive cette relation de tension.

Eileen Keller ▶ keller@dfi.de

¹ Odoxa : Baromètre politique. Septembre 2018, <http://www.odoxa.fr/sondage/barometre-politique-septembre-noir-emmanuel-macron/>.

² Sondage réalisé pour estimer les résultats si les élections au Bundestag se tenaient le dimanche suivant, <https://www.wahlrecht.de/umfragen/>

³ Bfm-TV : Popularité : Macron fait-il pire ou mieux que ses prédécesseurs?, <https://www.bfmtv.com/politique/infographie-popularite-macron-fait-il-pire-ou-mieux-que-ses-predecesseurs-1515139.html>

⁴ Voir aussi Henrik Uterwedde : Fin de partie pour Angela Merkel?, telos, octobre 2018, <https://www.telos-eu.com/fr/fin-de-partie-pour-angela-merkel.html>

⁵ Voir notamment le SZ-Koalitionstracker : A quoi juger le travail du gouvernement fédéral, <https://www.sueddeutsche.de/politik/bundesregierung-aufgaben-koalitionsvertrag-aktuell-1.3959524>

⁶ Voir aussi : Dominik Grillmayer, Eileen Keller, Stefan Seidendorf : Macron, un an déjà - Réformes, style dans l'exercice du pouvoir, défis. Aktuelle Frankreich Analysen n° 32, mai 2018, <https://www.dfi.de/pdf-Dateien/Veroeffentlichungen/afa/afa32.pdf>

⁷ Pour une vue d'ensemble sur le sujet, cf. Martin Villinger : Réforme de l'éducation en France dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Aktuelle Frankreich Analysen n° 33, juillet 2018, dfi.

⁸ Voir aussi Manuel Müller : « Europe En Marche » : Emmanuel Macron peut-il diviser le Parti de l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe ? Der (europäische) Föderalist, 29 mars 2018, <https://www.foederalist.eu/2018/03/europe-en-marche-emmanuel-macron-alde-spalten.html>

L'Europe vote – Perspectives franco-allemandes sur la campagne électorale

Voyage d'étude et séminaire journalistique dans le cadre de la campagne électorale des européennes /

Coopération avec la Fondation Heinrich Böll

Le 26 mai 2019, les Européens éliront pour la neuvième fois le Parlement européen. Quels sont les thèmes prédominants de la campagne, et quel rôle revient aux journalistes et aux représentants des médias pour l'accompagner et la « traduire » ? Existe-t-il d'ailleurs un agenda européen commun, et comment les journalistes peuvent-ils rendre compte du populisme de droite et de l'hostilité à l'égard des médias, phénomènes qui ont pris une dimension européenne ?

Pour se faire une idée sur le sujet, le dfi organise en coopération avec le bureau parisien de la Fon-



dation Heinrich Böll un voyage de recherche et d'étude en amont des élections européennes (voyage qui se déroulera du 5 au 11 mai 2019), pour lequel sera prochainement lancé un appel à candidature spécifique.

Dans la tradition des voyages destinés aux jeunes journalistes organisés par le dfi, le groupe aura la possibilité d'établir à Berlin et à Paris un contact direct avec les acteurs de la campagne électorale. En outre, les participants seront accompagnés par des experts chargés de contextualiser les problématiques afin de leur permettre d'échanger autour de thèmes essentiels sur le plan national et européen.

Grâce au soutien de la Fondation Heinrich Böll, la participation au voyage de recherche peut être proposée à des conditions très avantageuses.

Stefan Seidendorf ▶ seidendorf@dfi.de

Frankreich-Bibliothek : toutes les données disponibles sur une seule interface

PPN: 510837182 
 Aufsatz: [La joie de vivre à la française, un modèle](#) : aux Allemands de s'inspirer de l'esprit de cette jeune génération des Bleus / par Michaela Wiegel
 Verfasser: [Wiegel, Michaela](#), 1968- [VerfasserIn]  
 In: [Le Monde <Paris>](#), - Paris : Ed. Le Monde, - Bd. 74 (2018), 22866 (19. Juli), S. 22
[ISSN 0395-2037](#)
 Sprache(n): Französisch

Presseartikel

"Unsere Unterschiede einen uns": Frankreichs Trainer Deschamps hat klare Regeln für die Zusammengehörigkeit der Nationalmannschaft aufgestellt

Wiegel, Michaela
2018

In: Frankfurter Allgemeine: Zeitung für Deutschland. - Frankfurt, M: Frankfurter Allgemeine Zeitung. ISSN: 0174-4909. (2018), 169, S.3

[Details](#) [Exemplare/Standorte](#)

Deux des 1.900 articles signés par la journaliste Michaela Wiegel référencés par la Frankreich-Bibliothek : l'un dans le catalogue du SWB (en haut), l'autre dans le catalogue de la Frankreich-Bibliothek (en bas).

Depuis peu, toutes les références cataloguées et indexées par la Frankreich-Bibliothek concernant la littérature scientifique et les articles de presse sur la France et les relations franco-allemandes sont disponibles sur une seule et unique interface de recherche.

A partir du milieu des années 70, la Frankreich-Bibliothek a commencé à rassembler et à archiver des articles de presse en allemand, en anglais et en français en lien avec les domaines de recherche de l'institut. En outre, depuis juillet 2009, les métadonnées de chaque nouvel article archivé sont enregistrées dans une banque de données.

Grâce à une interface numérique, les utilisateurs ont eu dès lors la possibilité de rechercher depuis n'importe quel poste de travail des articles sur les thèmes qui les intéressent et d'en commander des copies s'ils le désiraient. Par ailleurs, cela a permis à la Frankreich-Bibliothek de pouvoir proposer de nouvelles offres en ligne, comme les dossiers thématiques et la chronique mensuelle. Cependant, l'application MySQL développée à cet effet pour le dfi par des étudiants allemands et français avait un inconvénient : elle n'offrait pas d'interface à partir de laquelle intégrer les données qui y étaient classées dans le portail de recherche utilisé par le dfi comme catalogue de bibliothèque. De plus, elle ne permettait pas non plus de les transmettre aux différents réseaux de bibliothèques allemandes. Le fonds de la Frankreich-Bibliothek ne pouvait donc être complètement exploré qu'au moyen de deux interfaces différentes, puisque les données des archives de presse se trouvaient dans un système isolé et sans connexion vers l'extérieur.

Intégration dans le réseau de bibliothèques du sud-ouest de l'Allemagne (SWB)

De plus en plus de portails et de catalogues de bibliothèques centralisent des données issues de différents systèmes-sources afin de répondre le plus précisément possible aux attentes des utilisateurs, qui souhaitent trouver dans le système tous les renseignements pertinents concernant la littérature se rapportant à l'objet de leur recherche.

C'est la raison pour laquelle le dfi s'efforce depuis un moment de rassembler ses données concernant les articles de presse dans une grande banque de données universelle. Grâce à des subventions exceptionnelles de l'office des Affaires étrangères et à la coopération avec le Bibliotheksservicezentrum du Bade-Wurtemberg à Constance, c'est à présent chose faite : 145.423 articles enregistrés, dont presque 3.000 références de caricatures franco-allemandes, ont été transférés en août 2018 dans la banque de données du SWB, l'une des plus grandes banques de données bibliographiques dans les pays germanophones. De là, ils peuvent être transmis sans plus de difficulté vers d'autres portails de recherche, comme par exemple les services d'information spécialisée de romanistique ou de sciences politiques.

Avant d'être enregistrées, les données ont été enrichies et adaptées à l'indexation formelle et à l'indexation du contenu par des corrections de masse visant à respecter des standards généraux :

- Tous les sets de données ont été associés à ceux des médias-sources dans la banque de données des périodiques (ZDB).
- Plus de 600 sets de données concernant les auteurs, auxquels sont associés environ 60 %

de l'ensemble des articles référencés dans la base de données, ont été remplacés par des sets de données standardisés issus de la Gemeinsame Normdatei (GND).

- Des descripteurs ont été attribués à tous les sets de données au moyen d'une concordance entre la nomenclature en vigueur dans les bibliothèques et le thesaurus européen des relations internationales et des études régionales.

Transfert des données dans le catalogue en ligne de la Frankreich-Bibliothek

Dans un second temps, les données des articles issus de la banque de données du réseau de bibliothèques ont été transférées dans le système que la Frankreich-Bibliothek utilise pour indexer, gérer et présenter sa littérature scientifique. Ainsi il est dorénavant possible de trouver, grâce à une interface unique, tous les documents que le dfi rassemble dans sa bibliothèque – ouvrages, articles extraits de revues scientifiques, mémoires universitaires, publications officielles, articles de presse et articles tirés de revues destinées au grand public. Au total, plus de 250.000 références sont désormais accessibles ici.

Cette migration de données offre également des avantages pour le travail quotidien de la Frankreich-Bibliothek : les opérations de routine pour poursuivre l'archivage des articles de presse s'en trouvent facilitées et la coopération interne simplifiée.

Martin Villinger villinger@dfi.de

« Les viticulteurs ont pu revenir les premiers... »

Le déroulement et les conséquences des évacuations à la frontière franco-allemande en 1939 tout comme l'exil intérieur des personnes touchées par cette mesure en 1939 – 1940 ont été peu étudiés, bien que ces événements constituent pour ceux qui les ont vécus une profonde rupture dans le cours de leur existence.

Ce n'est qu'à partir de 2013 que des universités allemandes et françaises se sont consacrées à ce thème qui a fait l'objet d'un projet commun, dans le cadre duquel les historiens Maude et Nicholas Williams ont rédigé chacun leur thèse de doctorat. Ensemble, ils ont présenté les résultats de leurs recherches le 26 septembre au dfi.

Dans les années 20 déjà, on réfléchit des deux côtés du Rhin à faire évacuer les zones frontalières si un nouveau conflit militaire survenait. Cependant, la mise en œuvre de ce projet ne fut planifiée concrètement en Allemagne et en France qu'à partir du milieu des années 30. A cette époque, en France, des points de rassemblement furent par exemple établis, à partir desquels la population des zones à évacuer devait être transférée dans les régions de destination qui leur avaient été assignées dans le Sud et l'Ouest de la France. Les réflexions engagées parallèlement à cela sous le IIIe Reich visaient dans un premier temps exclusivement à la protection des ressources militaires ; ce n'est que plus tard que l'on réfléchit aussi à ce qui convenait de faire des populations concernées. D'un côté comme de l'autre, les questions humanitaires comme le bien-être des populations touchées ne jouaient là aucun rôle, comme l'a souligné Nicholas Williams. La seule chose qui importait alors était de mettre à disposition des troupes une zone de rassemblement qui soit libre.

Lorsque la guerre survint effectivement en 1939, l'évacuation se déroula du côté français de manière relativement ordonnée grâce au travail de planification, même si certains habitants eurent à subir de longues phases d'attente et furent souvent transportés dans des wagons à bestiaux. Du côté allemand, on commença à partir du 23 août 1939 à évacuer les hôpitaux et les établissements psychiatriques. Effrayés par ces préparatifs, de nombreux habitants de la Sarre, du pays de Bade et du Palatinat prirent eux-mêmes la décision de se mettre en route et furent vers l'intérieur du pays de telle sorte que, lorsque les autorités donnèrent l'ordre le 2 septembre de quitter les villages et les villes proches de la frontière, la moitié des habitants avait déjà quitté les lieux. L'évacuation se déroula de façon relativement chaotique : par exemple, le maire de Sankt Ing-



Maude Williams expliquant comment l'Allemagne et la France ont communiqué sur la question des évacuations. Source : dfi.

bert, dans la Sarre, renvoya chez eux ses concitoyens qui s'étaient rassemblés à la gare, parce que de son opinion il n'y avait pas lieu de procéder à une évacuation, si bien que le train prévu repartit vide.

Dans les deux pays, il y eut des tensions avec la population locale dans les régions où les personnes évacuées avaient été hébergées. De nombreux Alsaciens et Lorrains continuaient à parler entre eux leurs dialectes régionaux et par conséquent maîtrisaient mal le français, de telle sorte qu'il leur arrivait parfois de se faire traiter de « boches » par leurs compatriotes. En outre, comme ils avaient généralement un fort sens religieux, par comparaison avec le Sud-Ouest de la France, cela déconcerta passablement la population locale, en particulier dans le Limousin qui était plutôt laïque. Certains habitants de Thuringe se montrèrent également irrités par le fait que les



Nicholas Williams exposant la manière dont les évacuations ont été préparées. Source : dfi.

Sarros installés dans leur région fréquentent l'église catholique et se plainquirent en outre de la « présence aguicheuse des Sarroises, qui faisaient tourner la tête des garçons thuringeois ». Dans les deux pays, les indemnités versées pour aider les déplacés temporaires suscitèrent la jalousie.

En France, bien que les médias étaient encore relativement libres durant les premiers mois de guerre vis-à-vis du contrôle imposé par l'État, l'information était peu critique et avait recours à l'euphémisme quand il s'agissait d'évoquer l'évacuation des zones frontalières et le sort des populations concernées. L'objectif principal des journalistes était manifestement de renforcer le sentiment de sécurité et la cohésion de la population. Sous le IIIe Reich au contraire, seuls quel-

Lire la suite à la page 7



Maude et Nicholas Williams répondant aux questions du public. Source : dfi.

Quinzaine Franco-Allemande en Occitanie

Deutsch-französische Wochen im französischen Südwesten

Du 14 septembre au 3 octobre, l'Occitanie, cette nouvelle région issue de la réforme territoriale et englobant le Languedoc-Roussillon et la région Midi-Pyrénées, a été le théâtre d'une nouvelle initiative, la Quinzaine Franco-Allemande en Occitanie.

Sous l'égide de l'Ambassade d'Allemagne à Paris, en étroite coopération avec la région Occitanie et la Fondation Groupe Dépêche du Midi, et avec la participation active de la société civile, ces deux semaines ont été l'occasion de voir se déployer un programme riche de plus de 200 manifestations, qui se sont déroulées dans les 13 départements que compte la région. Le programme recouvre une grande diversité de formats dans des domaines aussi variés que la culture, l'économie, le sport et la formation.

L'Institut franco-allemand s'est engagé dans cette série de manifestations, fort de son expérience dans le domaine des jumelages, des échanges au niveau communal et des possibilités qu'offre une Europe qui se construit aussi à partir de la base. En coopération avec la Maison de Heidelberg, la Maison de l'Europe de Montpellier et le Goethe-Institut de Toulouse, il a ainsi proposé un atelier destiné aux responsables politiques investis dans les jumelages ainsi que deux conférences suivies de discussions.

Eileen Keller ▶ keller@dfi.de

(▶ cf. article de l'UFA en page 12)



Engagés pour l'amitié franco-allemande et l'entente au sein de l'Europe.

(de g. à dr.) Nadine Gruner, Directrice de la Maison de Heidelberg, Richard Jarry, Président de l'association Allemagne-Occitanie L'Europe au Cœur, Bernard Comas, Président de l'association Pérols Jumelages, Eileen Keller, dfi, Laurent Pradeille, Président de la Maison de l'Europe de Montpellier et Tina Rodenas, Présidente du Comité d'organisation du forum sportif et culturel qui organise pour les jeunes des échanges avec Heidelberg et Barcelone. Source : Maison de Heidelberg.



Allemagne-Occitanie
L'EUROPE AU CŒUR

Quinzaine Franco-Allemande Septembre 2018

Suite de la page 6

ques rares journaux du Rhin Supérieur reçurent l'autorisation d'évoquer les évacuations. Partout ailleurs sinon, la presse passait ces événements sous silence afin de ne pas alimenter la crainte que des territoires du Reich puissent être occupés par les Alliés de l'Ouest. Ce n'est qu'à partir de l'été 1940, lorsque les habitants de la Sarre, du Palatinat et du pays de Bade purent retrouver leur foyer, que les opérations de transfert furent rendues publiques et présentées comme des mesures de prudence judicieuses.

Les personnes évacuées des deux côtés de la frontière recevaient des nouvelles en provenance des régions évacuées quasi exclusivement grâce aux lettres de ceux qui étaient restés sur place ou bien de ceux qui étaient revenus récemment. Ils racontaient souvent comment les maisons vidées

de leurs occupants avaient été pillées par les soldats de leur propre pays, ce qui accrut l'inquiétude parmi ceux qui avaient été forcés de partir.

En France, on vit se développer des offres médiatiques destinées à aider les populations évacuées à conserver leurs sentiments patriotiques et leur sentiment d'appartenance collective. Quelques journaux alsaciens parurent dans le Sud de la France, et le dimanche, des émissions en alsacien étaient diffusées à la radio. Ces dernières en particulier remontaient le moral de ceux qui vivaient loin de leur foyer. Maude Williams, qui a étudié pour sa thèse de doctorat les mécanismes de communication relatifs aux évacuations de 1939/40, a cité pour justifier ses propos la lettre d'une auditrice : « C'est la dernière joie qui nous reste encore. »

Pour s'assurer qu'en 1940, le vin alsacien pourrait bien être mis en bouteille, les viticulteurs à l'ouest du Rhin furent les premiers qui eurent le droit de rentrer chez eux pour s'occuper de leur vignoble. Les opérations militaires ayant pris fin, la plupart des autres habitants purent aussi retourner chez eux, mais les Alsaciens et les Lorrains durent rentrer dans une région qui avait été annexée par le IIIe Reich. Selon les estimations, un tiers d'entre eux renonça pour cette raison à rentrer. Les nazis empêchèrent en outre spécifiquement les habitants de confession juive de se réinstaller dans leur domicile et mirent en place ainsi les premières zones « judenfrei » - libres de juifs.

Martin Villinger ▶ villinger@dfi.de

La France et l'UE en 2035

Trois scénarios d'avenir

Où en seront la France et l'Union Européenne en 2035 ? La France parviendra-t-elle à donner une nouvelle impulsion au processus d'intégration ?

Dans le cadre d'un atelier, l'Institut Franco-Allemand a accompagné pendant deux journées des jeunes Européens dans l'élaboration de scénarios pour l'avenir. L'objectif de cet échange était d'identifier des tendances et des variables susceptibles d'influencer les évolutions à venir.

L'atelier s'adressait à de jeunes chercheurs, jeunes experts et à des Européens engagés, intéressés par la France et/ou la construction européenne. Il faisait partie d'une série de rencontres, le European Future Summits Series organisé par la Europäische Akademie Berlin (EAB) et financé par le ministère allemand des affaires étrangères. Treize jeunes participants et participantes ont répondu à l'appel du dfi et l'EAB et se sont penchés pendant deux jours sur l'avenir de la France et de l'Union Européenne.

Grâce aux progrès de la science et des technologies, il est possible d'établir des pronostics fiables dans de nombreux domaines. C'est le cas



Travail en groupe sur les scénarios. Source : dfi.



Eileen Keller donne aux participants des éléments clés sur la France. Source : dfi.

des prévisions météorologiques, que l'on peut prédire pour quelques jours de façon très précise. Il est en revanche beaucoup plus difficile de se projeter dans le contexte économique, sociétal et politique de l'an 2035. Il ne s'agissait pas ici d'élaborer le scénario le plus probable mais d'identifier des évolutions plausibles et des facteurs importants qui joueront un rôle primordial dans les 17 années à venir.

Au cours des premiers échanges entre les participants à Berlin, force était de constater que personne n'a une vision très optimiste du futur. La menace de l'épuisement des ressources, le vieillissement de la population, les inégalités croissantes dans le monde, les tendances populistes, la conjoncture incertaine et les questions de sécurité et de défense, sont autant de défis auxquels la France et l'UE devront faire face ces prochaines années et qui rendent l'avenir de l'Europe incertain.

Afin de mieux appréhender la situation en France, Eileen Keller (dfi) a passé en revue le rôle de la

France dans le processus d'intégration européenne et a expliqué la position du nouveau président français sur l'Europe. Les réformes engendrées par Macron sont évaluées de façon positive par les participants. Sa politique pro-européenne est un signal fort et il est le seul chef d'État à l'heure actuelle à proposer de nouvelles étapes dans l'intégration européenne. Les avis étaient en revanche tranchés pour savoir si ces réformes porteraient leurs fruits.

Un déclin complet de l'UE n'est pas une option selon les participants. Les contacts sont beaucoup trop étroits et les dépendances mutuelles trop fortes. Mais des changements sont indispensables et il est envisageable qu'une régression ait lieu. Partant de la situation actuelle et au vu des défis qui occuperont la France et l'Europe dans un avenir proche, trois scénarios ont été élaborés et montrent bien la gravité de la situation. Les résultats seront publiés bientôt sous forme d'articles et de vidéos sur le blog du projet.

Bénédicte King ▶ king@dfi.de

Les trois scénarios

« La France : garde-frontière de l'Europe »

Dans ce scénario, la politique migratoire et la menace terroriste ont été identifiées comme facteurs principaux. La France s'emploie à défendre la solidarité humanitaire tout en essayant de renforcer les frontières de l'UE. La situation dégénère pourtant et entraîne une volonté d'isolement et un retour aux frontières nationales.

« Une France déchirée – l'UE oui mais pas partout »

Ici, ce sont les tendances populistes qui priment. Même si les réformes de Macron montrent des premiers résultats, des partis populistes s'imposent dans beaucoup de pays européens et forcent le président français à faire des compromis dans sa politique européenne. L'UE évolue vers une communauté au service des intérêts nationaux spécifiques. L'intégration s'intensifie dans des domaines propices comme l'économie et la sécurité ; d'autres sont complètement abandonnés.

« La France et l'UE. Vers une Europe des régions »

Les disparités territoriales en France s'accroissent, les contraintes budgétaires se font ressentir et le millefeuille administratif et politique crée un sentiment de confusion, qui, accentués par des mouvements séparatistes en Europe, débouche sur un nouvel ordre politique en Europe. La représentation des régions au niveau européen est renforcée et l'UE reçoit des compétences en matière d'aménagement du territoire, avec l'objectif de réduire les inégalités et d'atténuer la concurrence entre les régions européennes.

Documentation en ligne des sommets franco-allemands 1963 – 2003

En 2002 est paru l'ouvrage **Les relations franco-allemandes depuis 1963 : une documentation**, éditée par **Adolf Kimmel et Pierre Jardin**, en collaboration avec l'**Institut franco-allemand**.

Il rassemble des textes officiels en allemand écrits à l'occasion des sommets qui se sont déroulés deux fois par an de 1963 à 2002, docu-

mentant ainsi les relations franco-allemandes depuis la signature du traité de l'Élysée : discours, conférences de presse, déclarations, en somme ce qu'il convient d'appeler des « sources publiques ».

La Frankreich-Bibliothek, qui a considérablement soutenu à l'époque la constitution de cet ensemble de documents, a désormais rendu accessible

sur le site web du dfi une grande partie des sources qui y figurent, à l'adresse :

► <https://www.dfi.de/gipfel-dokumentation>
De plus vous y trouverez des documents du sommet de janvier 2003 et des festivités du 40ème anniversaire du traité d'amitié franco-allemand qui n'avaient pas pu être inclus dans ce livre.

Les documents proviennent pour la plupart du bulletin de l'Office de presse et d'information du Gouvernement fédéral, ainsi que des notes d'information sur la France rédigées par le département Presse et information de l'ambassade de France. Le fait que les 80 sommets soient documentés de manière très inégale tient au fait que chacune des rencontres a donné lieu à un nombre très variable de textes écrits.

La documentation des conseils des ministres franco-allemands instaurés en 2003, qui se sont alors substitués aux sommets, se poursuit sur le portail internet

► deutschland-frankreich.diplo.de
du ministère des Affaires étrangères des deux pays. La Frankreich-Bibliothek accompagnera dorénavant ce travail important d'information dans le domaine franco-allemand et complétera cette offre par d'autres sources en libre accès provenant de son vaste fonds.

Martin Villinger ► villinger@dfi.de



Entre 1982 et 1995, le chancelier allemand Helmut Kohl et le président de la République François Mitterrand ont eu l'occasion de se rencontrer lors de 26 sommets. Source : Bundesarchiv, B 145 Bild-00108033 / Ludwig Wegmann / CC-BY-SA.

Etude sur les programmes de l'OFAJ encourageant la mobilité des jeunes

« Ich empfehle deshalb jedem Jugendlichen, einmal so ein Praktikum im Ausland zu machen, da man dadurch an Erfahrungen gewinnt, selbstständiger wird und eine Sprache erlernt. »

« L'Allemagne m'a fait un peu grandir : je suis allé dans un pays tout seul, j'ai dû me débrouiller seul pour tout ce qui est nourriture, transport, logement ... »

« Jeder kleine Erfahrungsfunkel hilft mir, meine eigenen Wurzeln zu überdenken und nochmal neu zu bewerten. Es ist ein wahrer Schatz. »

« Ce stage ne m'a pas vraiment éclairé sur mon futur métier, mais il m'a permis de découvrir d'autres facettes de métiers intéressants, qui me pousseront peut-être à l'avenir à travailler en Allemagne. »

OFAJ DFJW

Toutes ces citations sont tirées de comptes-rendus rédigés par des stagiaires qui, dans le cadre de leur formation professionnelle ou de leurs études, ont suivi dans le pays voisin un stage financé par l'OFAJ.

L'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) a chargé le dfi de réaliser une étude destinée à évaluer tant l'intérêt que la valeur de tels programmes d'échange. Les jeunes ont-ils pu en tirer un bénéfice pour leur avenir professionnel ? Et que représente cette expérience, souvent la

première, pour le développement personnel de ces étudiants ?

Cette étude scientifique, qui s'étale sur trois ans, commence par étudier les comptes-rendus des stagiaires ayant participé à différents programmes de l'OFAJ entre 2013 et 2016. A partir des résultats qui en ressortent, un questionnaire est développé, transmis ensuite aux participants. En parallèle sont menées des interviews qualitatives individuelles.

Grâce aux conclusions apportées par l'étude, l'OFAJ et le dfi espèrent récolter des informations sur l'efficacité des programmes d'échange pour le développement professionnel et personnel des jeunes, notamment ceux qui nécessitent un encadrement ou un soutien particuliers. Nous continuerons à suivre le déroulement de ce projet.

Susanne Binder ► binder@dfi.de

Visite de la Fédération des caisses d'épargne au dfi

Le 5 octobre, la Fédération des caisses d'épargne du Bade-Wurtemberg était de passage au dfi pour une visite d'information. Stefan Seidendorf, directeur adjoint du dfi, a salué les invités par un mot de bienvenue avant de retracer les grandes lignes de l'histoire de l'Institut et de présenter le travail de ce dernier.

Actuellement, les axes essentiels portent sur la question de savoir comment animer les relations politiques franco-allemandes futures et sur la réalisation de projets de coopération concrets comme la formation professionnelle franco-allemande ou l'étude publiée par le dfi sur la situation actuelle des jumelages. Bien sûr, le cœur de sa mission demeure la diffusion d'une informa-



Begrüßung der Gäste durch Stefan Seidendorf.



Die Gäste vom Sparkassenverband zu Besuch im dfi. Source : dfi.

tion spécialisée sur le pays partenaire, par exemple sur les différentes étapes des réformes entreprises par Emmanuel Macron.

La grande palette de thèmes abordés et les différentes formes d'action du dfi témoignent de la stature suprarégionale de l'Institut. Au début de la visite, les invités avaient déjà été sensibilisés à cette dimension par la projection du film du dis-

cours historique de Charles de Gaulle à la jeunesse allemande à Ludwigsburg, il y a de cela 56 ans. La teneur des propos du Général, prononcés en allemand, est demeurée étonnamment actuelle – si bien que les visiteurs se sont demandé qui pourrait aujourd'hui tenir un tel discours.

Stefan Seidendorf ▶ seidendorf@dfi.de

C'est reparti pour de nouveaux projets internationaux !

Il y a beaucoup de thèmes qui touchent les gens. Et de nombreuses personnes s'engagent jour après jour pour intensifier les contacts entre citoyens européens.

Pour cette septième édition du concours ON Y VA – AUF GEHT'S – LET'S GO ! de nouvelles idées de projets ont été proposées. L'échéance proche des prochaines élections européennes se fait ressentir car la plupart des projets ont pour objet



l'avenir de l'Europe ou des domaines spécifiques de politique européenne. Mais aussi des échanges musicaux, artistiques, sportifs et relatifs à la santé sont en lice pour recevoir une subvention ON Y VA.

Les équipes de ces projets ont besoin de votre soutien car le vote en ligne vient de démarrer.

Vous avez jusqu'au 29 octobre pour participer. Sur le site du programme vous pouvez lire la description de ces projets et prendre part au vote. Avec vos trois voix à attribuer à trois projets différents, vous pouvez contribuer à décider quels projets recevront les 5000€ de subvention ainsi qu'un accompagnement tout au long du projet.

Geographische Vielfalt der ON Y VA-Projekte. Source : dfi.

Le concours d'idées est organisé par le dfi et financé par la Robert Bosch Stiftung.

▶ <https://www.on-y-va-ensemble.eu/voter.html>

▶ ideenwettbewerb@dfi.de

Mentions légales

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50
▶ www.dfi.de
▶ info@dfi.de
Rédaction : Waltraut Kruse
Traduction : Céline Choppin,
Bénédicte King
Directeur de la publication :
Prof. Dr. Frank Baasner

Deux présentations de livres en octobre et novembre au dfi

La Tondue et 1870/71 – L'histoire de la guerre franco-allemande racontée au travers de destins individuels

« La Tondue 1944-1947 »

La photographie de Robert Capa représentant une femme le crâne rasé et portant un enfant dans les bras, suivis par une foule railleuse, constitue l'un des témoignages les plus célèbres des exactions commises contre les Français accusés par leurs compatriotes de collaboration avec l'occupant allemand.



La tondue 1944 - 1947 de Philippe Frégné et Gérard Leray. - Paris : Vendémiaire, 2018. - ISBN : 978-2-36358-313-0

Ce cliché pris le 16 août 1944 à Chartres a fait le tour du monde et a été publié dans de nombreux ouvrages, journaux et revues. Gérard Leray, professeur d'histoire en lycée à Chartres, s'en est toujours servi dans ses cours pour illustrer les événements en France survenus durant l'été 1944. En 2008, lorsqu'une élève lui demande à la fin d'un cours s'il en sait davantage sur les personnes représentées sur cette photo, il ne peut lui donner aucune réponse pour satisfaire sa curiosité. Le destin de Simone Touseau, au centre de l'image, lui est encore alors largement inconnu.

C'est cette question d'une élève qui a constitué pour Leray l'élément déclencheur qui l'a conduit à mener une véritable enquête. Dans sa quête obstinée pour écrire l'histoire d'une inconnue, il s'est adressé à de nombreux habitants de Chartres, qui avaient connu personnellement Simone Touseau ou bien qui étaient présents lorsqu'elle avait été forcée à défiler à travers les rues de Chartres. En outre, il a consulté de nombreuses archives afin de retracer ses origines et de suivre le déroulement du procès mené après

la guerre contre elle et sa famille. Ses recherches l'ont conduit jusqu'à Hanovre, Munich et Berlin et par un heureux hasard, il est même parvenu à entrer en contact avec la famille de son fiancé, un soldat allemand de la Wehrmacht tombé sur le front de l'Est.

Dans son livre passionnant, *La Tondue 1944-1947*, Gérard Leray raconte l'histoire de Simone Touseau et décrit par la même occasion la vie à Chartres durant l'Occupation. Le 24 octobre 2018, il est invité au dfi pour présenter son livre en français.

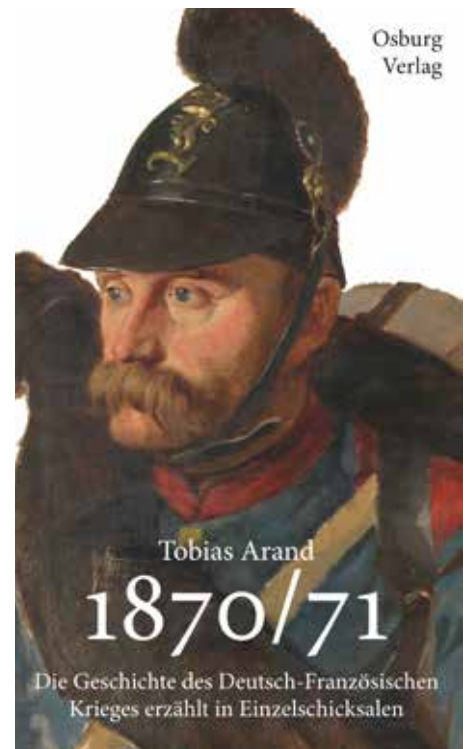
« 1870/71 – L'histoire de la guerre franco-allemande racontée au travers de destins individuels »

Dans la mémoire historique collective des Allemands, la guerre franco-allemande de 1870/71 a été presque entièrement occultée par le souvenir des deux Guerres mondiales qui ont suivi. Pourtant, aujourd'hui encore, les statues de Bismarck, les rues de Weißenburg (Wissembourg, en Alsace), les places de Sedan, les monuments ornés de lions rugissants, les couronnes de laurier et les croix de fer marquent de leur empreinte l'espace public de multiples villes et villages allemands.

Dans son livre « 1870/71 – Die Geschichte des Deutsch-Französischen Krieges erzählt in Einzelschicksalen », Tobias Arand, professeur d'histoire à la Pädagogische Hochschule de Ludwigsburg, retrace l'histoire de cette guerre qui s'est déroulée il y a presque 150 ans, en fondant son récit sur des destins individuels. Il réalise un panorama de la guerre du point de vue des « petites gens » et des « grands dirigeants ». De cette manière, il parvient à faire comprendre des relations complexes et à redonner vie aux personnes qui ont pris part à ces événements. Le lecteur est accompagné au gré de la lecture par les témoins d'époque les plus divers : des rois, des militaires haut gradés, de simples soldats, des infirmières, des peintres, des ecclésiastiques, des diplomates, des théoriciens de la société, des journalistes et des gens de lettres.

Le 27 novembre à 18 h 30, Tobias Arand présentera au dfi son ouvrage de quelque 700 pages, en lira quelques passages et en discutera avec le public.

Martin Villinger ▶ villinger@dfi.de



1870/71 – Die Geschichte des Deutsch-Französischen Krieges erzählt in Einzelschicksalen, de Tobias Arand. - Hamburg : Osburg-Verlag, 2018. - ISBN 978-3-95510-167-1.

Nous vous invitons cordialement à venir assister à ces deux manifestations et nous vous prions pour cela de bien vouloir vous inscrire au préalable par courrier, par mail ou par fax :

- ▶ Institut Franco-Allemand
Asperger Str. 34
D-71634 Ludwigsburg
- ▶ Tél : 07141 - 93 03 - 0
- ▶ Fax : 07141 - 93 03 - 50
- ▶ veranstaltung@dfi.de

Les dates limites d'inscription sont

- le 22 octobre pour la manifestation avec Gérard Leray
- et le 26 novembre pour celle avec Tobias Arand.

Agenda

Du 4 au 9 novembre

Séminaire pour journalistes français, allemands, italiens et polonais, Lyon et Milan

15 novembre

Assemblée générale du dfi, Ludwigsburg

Du 30 novembre au 2 décembre

Séminaire du concours « ON Y VA – AUF GEHT'S – LET'S GO, Ludwigsburg

Semaine de la transition énergétique : des actions récompensées

La conférence « territoires pionniers de la transition énergétique en France et en Allemagne » a eu lieu le 5 et 6 septembre 2018 à Montreuil. Celle-ci a été organisée dans le cadre du projet « la Semaine franco-allemande de la transition énergétique », qui est financée par l'Initiative Climatique Européenne (EUKI) et du projet « TANDEM » qui cherche à promouvoir la coopération franco-allemande autour de la transition énergétique locale.

A l'occasion de cette conférence, 19 villes et associations ont été récompensées pour leurs propositions d'action dans le cadre du concours d'idées de la Semaine franco-allemande de la transition énergétique 2019. Les lauréats recevront entre 750 et 6.000€ pour réaliser et mettre



SEMAINE FRANCO-ALLEMANDE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Le Lauréats du concours d'idées.

Source : Alex Vergés/ Vision Communication.

en œuvre leurs actions qui se dérouleront pendant la Semaine franco-allemande de la transition énergétique, fin janvier 2019.

Pour plus d'informations sur la semaine de la transition énergétique, veuillez consulter le site :

► <https://energytransitionweek.eu>

Pour plus d'infos sur le projet TANDEM et pour accéder aux documents et photos de la conférence, vous pouvez vous rendre sur :

► <http://ville-tandem.eu/a-propos.html>

Dominik Grillmayer ► grillmayer@dfi.de

L'UFA a apporté son soutien à l'école d'été BMW « Intelligent Cars on Digital Roads »



École d'été BMW « Intelligent Cars on Digital Roads ».

Source : BMW Group.

Organisée en coopération avec l'Université franco-allemande (UFA), EURECOM, la Technische Hochschule München (TUM) et Bay-France, l'édition 2018 de l'école d'été BMW « Intelligent Cars on Digital Roads » s'est tenue du 29 juillet au 3 août derniers, sous le patronage de l'Académie franco-allemande pour l'Industrie du Futur, de la TUM et de l'Institut Mines-Télécom (IMT).

L'interdisciplinarité de cette manifestation a permis à 34 doctorants et experts internationaux issus du monde de la recherche et de l'industrie d'échanger et de débattre des dernières innovations ainsi que des défis posés par les « Emotion-Aware Vehicle Assistants » (EVA).

L'école d'été « Intelligent Cars on Digital Roads » a bénéficié du soutien de l'UFA au titre du programme « Manifestations scientifiques pour jeunes chercheurs ». Pour plus d'informations, veuillez consulter le site de l'UFA à l'adresse suivante :

► www.dfh-ufa.org/fr/programmes/manifestations-scientifiques-pour-jeunes-chercheurs/

Contact :

Maria Leprevost ► leprevost@dfh-ufa.org



Quinzaine franco-allemande en Occitanie

L'UFA a participé à la première édition de la « Quinzaine franco-allemande en Occitanie », qui s'est tenue du 14.09 au 3.10 en région Occitanie. Cette manifestation régionale franco-allemande inédite (plus de 200 manifestations) était initiée par la Région Occitanie, la Fondation Groupe Dépêche et l'Ambassade d'Allemagne à Paris.

L'UFA a été partenaire de deux événements qui ont eu lieu à Toulouse les 1er et 2 octobre derniers, en présence de son président David Capitant : une rencontre de présentation des cursus intégrés et programmes de recherche de l'UFA, organisée en partenariat avec l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées (1.10) et la Journée franco-allemande de la Formation professionnelle, organisée par le Rectorat de Toulouse (2.10).

Contact :

► Isabelle Maras, experte internationale en soutien aux relations extérieures et partenariales de l'UFA

(► cf. article de l'UFA en page 7)

Si vous souhaitez vous désabonner de notre lettre, veuillez cliquer sur ce lien :

► http://www.dfi.de/storno_fr